

Agé de 100 ans, l'ancien résistant, membre des Francs-tireurs et partisans, déporté à Natzweiler-Struthof puis à Dachau, Jean Villeret, président d'honneur de la FNDIRP, agent GDF à la retraite, continue de témoigner auprès des jeunes générations, au nom de ses camarades et de leur engagement face à la barbarie.

*Huit décennies après la libération des camps, ils ne sont plus qu'une poignée à pouvoir témoigner. Ancien résistant, déporté à Natzweiler-Struthof puis à Dachau, Jean Villeret, âgé de 100 ans, publie un livre d'entretiens avec Julien Gros intitulé *Un jour nos voix se tairont* (Alisio, 2023). L'agent GDF a consacré sa vie à transmettre le message de la résistance auprès des jeunes, en encadrant les colonies enfants de la CCAS et en s'impliquant au sein des associations de mémoire comme la FNDIRP et la Fondation pour la mémoire de la déportation.*

Jean Villeret, vous publiez un livre d'entretiens avec Julien Le Gros intitulé « Un jour nos voix se tairont ». Pourquoi est-ce si important de témoigner 80 ans après la tragédie ?

Je n'ai jamais cessé d'en parler ! Depuis toutes ces décennies, je raconte ce qui s'est passé... et je continue bien sûr. Encore récemment, je participais à la commémoration à Colleville et je me suis adressé à des jeunes. Je leur ai rappelé comment mon père, lui l'enfant de l'assistance publique, et tous ceux qui se sont battus à ses côtés ont combattu dans les tranchées lors de la Première guerre mondiale pour que leurs enfants ne connaissent pas le même sort. Et comment, pour nous, en 1939-1945, c'était pire encore ! En 1914-1918, la guerre était un règlement de compte entre des empereurs. En 1939, nous étions face à la négation de l'humanité, qui passait par l'anéantissement des juifs, la dictature et l'asservissement des peuples. Nous, les résistantes et les résistants, nous ne nous sommes alors pas posés de questions sinon nous n'aurions rien fait. J'insiste sur les résistantes car elles comptaient beaucoup. Aujourd'hui encore, je veux me remémorer ces femmes et de ces hommes qui voulaient vivre dans un monde de paix, de liberté, d'égalité et de fraternité. En 1940, l'Appel du Général de Gaulle nous a redonné espoir. Je ne pouvais pas faire autrement que de résister. Je suis alors devenu ce que j'appellerai plus tard un « gaullo-communiste ».

Qu'est-ce qui conduit justement un jeune homme à refuser l'inacceptable et à rejoindre la Résistance en dépit des risques pour sa vie ?

Pourquoi me suis-je engagé dans la Résistance ? C'était peut-être dans mon tempérament. Depuis 1940, je cherchais à rejoindre un mouvement de la Résistance mais ce n'était pas facile. En 1943, je suis donc forcément réfractaire au service du travail obligatoire (STO) et refuse de partir dans les usines en Allemagne. Je cherche toujours un réseau de résistance... Grâce à un collègue de travail dont le beau-frère agent des transports parisiens était dans la Résistance, je réussis enfin à rejoindre un groupe de francs-tireurs et partisans (FTP). Cela aurait pu être un autre mouvement

mais en définitive cela correspondait bien à mes idées. J'étais fils d'ouvrier et que je restais marqué par le Front populaire. Un de mes premiers contacts, un résistant FTP retrouvé clandestinement place d'Italie me prévient d'entrée de jeu : « Si tu es arrêté, tu seras fusillé ! ». Je me souviens lui avoir répondu : « Je sais, c'est d'accord ». Il ne m'apprenait rien. Il y avait des affiches avec les listes des résistants fusillés partout dans Paris. Il fallait que je résiste, c'est tout. On ne réfléchit pas quand on veut entrer dans l'action.

Comme les autres membres de votre groupe, vous êtes arrêté le 31 janvier 1944. Après la prison de Fresnes, vous serez déporté le 7 juillet 1944 dans le camp de Natzweiler-Struthof en Alsace annexée par l'Allemagne nazie, puis à Dachau. Comment êtes-vous parvenu à affronter cette épreuve ?

Dans ce livre, je ne parle pas que pour moi, je témoigne aussi pour tous les autres, et particulièrement pour ceux qui ne sont plus là. Nous étions résistants. Certains de mes camarades ont été fusillés au Mont-Valérien, d'autres ont été déportés. C'est certainement à partir de cet engagement et de cette force de caractère que l'on tient. Si je suis encore là, c'est probablement aussi que j'ai eu de la chance. Une fois au camp, j'ai attrapé le typhus et ne parvenait plus à m'alimenter... J'ai survécu grâce à l'entraide entre les déportés. Personne ne peut raconter cette histoire à la place de ceux qui l'ont vécu. Mon sens de l'humour m'a beaucoup aidé aussi. Et bien sûr, il y avait la camaraderie ! Nous n'étions pas tous du même bord politique mais la solidarité entre ceux qui avaient combattu le nazisme était si forte. Pourquoi en suis-je revenu ? C'est pour toutes ces raisons à la fois.

Vous avez ensuite consacré votre énergie et vos capacités au service des autres, en étant responsable d'un centre de vacances CCAS d'EDF-GDF et en œuvrant au travail de mémoire au sein de la FNDIRP et de la Fondation pour la mémoire de la déportation. Aujourd'hui âgé de 100 ans, quelle leçon avez-vous appris de ce parcours ?

En rentrant de déportation, je retrouve mon ancien emploi dans la métallurgie. Et ce n'est qu'en juin 1951 que j'entre à Gaz de France. C'est là que je prends conscience de l'importance de la nationalisation d'EDF-GDF. Je rejoins la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes (FNDIRP). Son président-fondateur, l'ancien résistant et déporté, le ministre communiste Marcel Paul, avait œuvré à cette nationalisation, au statut des gaziers et électriciens ainsi qu'à la création des activités sociales, d'abord le CCOS et ensuite la CCAS. Adhérent de la CGT, j'ai donc en effet encadré des colonies et des villages de vacances pour les enfants durant quatre décennies. Cela m'a d'ailleurs coûté mon avancement ! Durant près d'une décennie, j'ai même dirigé la maison familiale L'Aigle blanc de Val d'Isère qui accueille enfants et adultes. J'ai poursuivi l'encadrement jusqu'à mon départ à la retraite. Ma vie a été de m'occuper des jeunes. Encore

aujourd'hui, je poursuis ce travail de transmission.

Nous venons de célébrer le 80eme anniversaire de la réunion fondatrice du Conseil national de la Résistance qui a rédigé les « Jours heureux ». Qu'a représenté le programme du CNR? Que faut-il en retenir?

C'était un point d'appui extraordinaire! Je le dis souvent quand j'interviens: cela a permis les nationalisations et de nombreux conquies sociaux pour les salariés même si les pouvoirs successifs sont revenus sur beaucoup de choses. A ce propos, je n'ai jamais accepté les lois d'amnistie qui ont rendu blancs comme neige des personnes ayant collaboré. Quand je dis cela, ça ne plait pas à tout le monde mais je le dis et le répète. Et puis, il aura quand même fallu attendre 2013 pour qu'une journée nationale de la résistance soit décidée!

Les gens sont maintenant prévenus. Comment comprenez-vous que la guerre gronde à nouveau en Europe et que les thèses de rejet de l'autre qui ont conduit à la barbarie resurgissent partout ?

Pour moi, c'est toujours le résultat des lois d'amnistie. La collaboration à l'horreur nazie et à la déportation a été une tâche sombre portée sur notre pays. Cette tâche ne sera jamais effacée. Je veux encore et toujours le dire et même le chanter pour mes camarades. J'ai interprété récemment "le Chant du marais" devant l'Arc de Triomphe. Je ne cesse de le rappeler quand je suis invité dans les établissements scolaires. A la Libération, avec notamment la création des Nations Unies, nous avons cru que nous ne vivrions plus jamais de guerre. Aujourd'hui, nous n'avons jamais été aussi près d'une troisième guerre mondiale ! Lorsque j'interviens devant les jeunes. Je leur dis que la vie c'est l'amour et la liberté. Nous ne sommes pas venus sur Terre pour tuer les autres. On m'a souvent demandé ce que je pensais du peuple allemand? Je réponds simplement que je ne suis pas d'accord avec le fait qu'ils aient mis entre les mains d'Hitler la vie de leurs enfants. Les soldats allemands de 1939-1945 étaient fanatisés. La masse des gens acclamaient les nazis dans la rue et ceux qui refusaient ont fini dans les camps. J'ai deux enfants. Je n'ai pas envie qu'ils aillent se faire tuer. A quoi tout cela peut-il bien servir ? Je m'interroge. Quand je vais disparaître, je vais quitter les gens que j'aime, ma famille, mes amis. Mais que se passe-t-il quand on arrive à la fin? Que l'on soit milliardaire ou pauvre, on arrive tous au même point. La vie ce n'est pas de s'enrichir sur le dos des autres. La vie, ce n'est pas la guerre. Quand on voit tout ce que cela coûte en vie et en argent, je dis à tous de jouer au golf. Et moi j'y joue encore! (Rires) En septembre, j'irai passer une semaine à Trébeurden en Bretagne. Grâce à des comités d'entreprises comme celui de la CCAS, des salariés peuvent partir en vacances et pratiquer ce sport.

Quel message voulez-vous alors adresser aux jeunes générations ?

Il faut réfléchir tant qu'il est encore temps. Quand le danger est là, c'est fini. Notre génération, nous n'avons pas eu le loisir de réfléchir : il fallait résister car il était déjà trop tard. Nous nous sommes battus pour vivre dans un pays libre. On ne peut en vouloir à quelqu'un parce qu'il ne nous plait pas. Je n'ai rien contre les gens qui aiment le soleil car quand il n'y a pas de soleil, c'est monotone.

Entretien réalisé par **Pierre Chaillan**

[Publié dans l'Humanité magazine du 27 juillet 2023](#)